

Clans, alliances, rivalités: comment l'extrême droite tisse sa toile en Europe

MOUVEMENTS Dans le sillage de la victoire de Geert Wilders aux Pays-Bas, d'autres scrutins pourraient profiter aux formations souverainistes. Au Parlement européen, les rangs des eurosceptiques risquent de gonfler après les élections de 2024. Décryptage

CAMILLE PAGELLA ET VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
X @CamillePagella X @vdegraffenried

Un effet domino? Après l'Italie, la Finlande ou la Suède, aux Pays-Bas, le raz-de-marée du Parti pour la liberté (PVV) aux législatives du 22 novembre pourrait préfigurer de nouvelles victoires des partis d'extrême droite et populistes en Europe. La formation islamophobe et souverainiste de Geert Wilders est arrivée en tête des élections, emportant 37 sièges sur les 150 de la Chambre basse. Mais l'ancien libéral n'est pas en mesure de savourer entièrement sa victoire: il peine pour l'instant à former une coalition gouvernementale.

Pieter Omtzigt, le chef de file du Nouveau Contrat social (centre droit) qu'il espérait convaincre, a dans un premier temps rejeté sa proposition. C'est la douche froide. Motif de cette objection? Le programme du PVV prône l'interdiction des mosquées, du Coran et du port du foulard par les musulmanes ainsi que l'organisation d'un référendum sur la sortie des Pays-Bas de l'UE («Nexit»). Un manifeste qui «contient des positions à notre avis contraires à la Constitution [...] Nous traçons une ligne rouge», a précisé Pieter Omtzigt dans une lettre. Il a depuis néanmoins accepté d'entrer en discussion.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban a été le premier à féliciter Geert Wilders, saluant un «vent du changement». Juste avant Marine Le Pen. Comment ces partis de droite dure, boostés par la pression migratoire, évoluent-ils pour conquérir le pouvoir? Quid de leurs alliances pour partir à l'assaut du Parlement européen? Le point en sept chapitres.

1 Les 50 nuances d'extrême droite

Disons-le tout de go: le concept même d'«extrême droite» fait l'objet de vifs débats. Dans sa définition de l'«extrême droite 2.0», Steven Forti, historien et professeur à l'Université autonome de Barcelone, liste un minimum de dénominateurs communs: «un nationalisme, un identitarisme ou nativisme marqués, la récupération de la souveraineté nationale, la critique profonde du multilatéralisme – et, en Europe, un haut degré d'euroscépticisme –, la défense de valeurs conservatrices, la défense de la loi et de l'ordre, l'islamophobie, la condamnation de l'immigration comme «invasion», la critique du multiculturalisme et des sociétés ouvertes, l'anti-intellectualisme et la distanciation formelle par rapport aux expériences passées du fascisme.»

Il ajoute également par exemple le «desir de se présenter comme des transgresseurs et des rebelles contre un système supposé hégémonique de la gauche, qui aurait établi une dictature progressiste ou politiquement correcte.»

Pour Gilles Ivaldi, chercheur à Science Po Paris, les partis d'extrême droite sont avant tout ceux qui font la promotion d'une idéologie nationaliste et autoritaire. Il distingue deux sous-familles. La «traditionnelle», souvent considérée comme néofasciste, rassemble les groupuscules qui ont gardé la dimension antidémocratique de l'extrême droite telle qu'elle a existé dans le passé. Et la «droite radicale», qui s'est adaptée au jeu démocratique et en accepte les règles tout en restant très critique de son fonc-

tionnement. «Cette famille est celle de Viktor Orban, Marine Le Pen, Matteo Salvini ou encore Giorgia Meloni», explique Gilles Ivaldi.

Définir l'extrême droite reste complexe en l'absence d'un consensus sur la notion, relève Jean-Yves Camus, politologue et expert de la question, «mais aussi parce que beaucoup emploient des termes à peu près équivalents, comme droite radicale, ce qui rajoute encore un peu de complexité à l'effort de trouver une définition. Il existe tout de même un socle commun: «Nous parlons de partis nationalistes partisans qui veulent donner aux nationaux des droits supérieurs à ceux des étrangers et également hostiles à l'UE à cause de la notion qu'ils ont de la souveraineté. Ces partis ont par ailleurs une vision organique de la société, qui diffère de celle développée par la Révolution française: la citoyenneté ne s'acquiert pas par contrat, mais par une appartenance naturelle à une communauté.»

La carte que nous publions reprend la catégorisation du groupe de réflexion allemand SWP (Stiftung Wissenschaft und Politik): «Plus à droite que le Parti populaire européen». Et plus à droite que le PPE au Parlement européen, il y a le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), où siègent les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, le parti Vox espagnol ou encore le PiS polonais. Plus à droite encore, on trouve le groupe Identité et démocratie (ID), composé notamment du Rassemblement national (RN), à 28% dans les intentions de vote en France, de l'Alternative pour l'Allemagne (AFD) ou encore de la Ligue de Matteo Salvini, membre de la coalition gouvernementale italienne. Ces partis sont au gouvernement ou le soutiennent dans sept pays.

Autre front commun: un euroscepticisme flagrant. A Florence, George Simion, leader de l'AUR roumaine, qui pourrait devenir d'information socio-politiques, cite notamment la désaffection démocratique exprimée par un nombre toujours plus important de citoyens à travers l'Europe, décus de l'incapacité des partis moins radicaux à enrayer les crises qui s'enchaînent. «Mais le vote pour l'extrême droite n'est pas qu'un vote protestataire. Nombreux sont aussi les électeurs à adhérer à l'idéologie, particulièrement lorsque le contexte s'y prête. La crise des réfugiés syriens a par exemple favorisé l'émergence et le développement rapide de l'AFD en Allemagne.» Il insiste sur le fait que beaucoup ont mis au point des stratégies visant à gagner en respectabilité. C'est le phénomène de la «dédiabolisation» ou «normalisation», notamment dans certains pays qui dépendent des transferts financiers de l'UE ou de ceux de leurs ressortissants installés dans un pays de l'espace Schengen. Un double discours est donc à la manœuvre: ne pas remettre directement en cause l'appartenance au pays à l'Union, mais vouloir en changer les règles. «Mais au fond, il y a quand même cette idée de défaire l'Europe, ajoute Gilles Ivaldi. Ces partis réclament la primauté du droit national sur le droit européen, ils vont donc à l'encontre d'un des principes fondateurs de l'UE.»

2 Appétits aiguisés et quête de médiatisation

Pourquoi cette montée en puissance? Benjamin Biard, chercheur belge au Centre de recherche et d'information socio-politiques, cite notamment la désaffection démocratique exprimée par un nombre toujours plus important de citoyens à travers l'Europe, décus de l'incapacité des partis moins radicaux à enrayer les crises qui s'enchaînent. «Mais le vote pour l'extrême droite n'est pas qu'un vote protestataire. Nombreux sont aussi les électeurs à adhérer à l'idéologie, particulièrement lorsque le contexte s'y prête. La crise des réfugiés syriens a par exemple favorisé l'émergence et le développement rapide de l'AFD en Allemagne.» Il insiste sur le fait que beaucoup ont mis au point des stratégies visant à gagner en respectabilité. C'est le phénomène de la «dédiabolisation» ou «normalisation», notamment dans certains pays qui dépendent des transferts financiers de l'UE ou de ceux de leurs ressortissants installés dans un pays de l'espace Schengen. Un double discours est donc à la manœuvre: ne pas remettre directement en cause l'appartenance au pays à l'Union, mais vouloir en changer les règles. «Mais au fond, il y a quand même cette idée de défaire l'Europe, ajoute Gilles Ivaldi. Ces partis réclament la primauté du droit national sur le droit européen, ils vont donc à l'encontre d'un des principes fondateurs de l'UE.»

«Un front commun supranational se dessine-t-il à l'extrême droite de l'échiquier politique? Rassemblés à Lisbonne fin novembre, puis à Florence début décembre, les factions d'extrême droite européennes du

3 Ce qui les rapproche

Un front commun supranational se dessine-t-il à l'extrême droite de l'échiquier politique? Rassemblés à Lisbonne fin novembre, puis à Florence début décembre, les factions d'extrême droite européennes du



Viktor Orban, premier ministre hongrois. (BUDAPEST, 18 NOVEMBRE 2023/ATTILA KISBENEDEK/AFIP)



André Ventura, fondateur du parti Chega («Ça suffit»). (LISBONNE, 24 NOVEMBRE 2023/PATRICIA DE MELO MOREIRA/AFIP)



Björn Höcke, coprésident de l'AFD dans le land de Thuringe. (ORANIEBURG, 7 SEPTEMBRE 2023/DANIEL LAKOMSKI/IMAGO)



Marine Le Pen, cheffe du groupe RN à l'Assemblée nationale. (LISBONNE, 24 NOVEMBRE 2023/PATRICIA DE MELO MOREIRA/AFIP)

groupe ID ont défini un ordre de bataille en vue des élections européennes. Au centre des discours, un élément essentiel est devenu le cœur de leur union: l'immigration, qui «menace la civilisation européenne».

Autre point: tous ont été pro-russes et pro-Poutine. Le RN a même bénéficié de prêts russes pour différentes campagnes, ce dont on soupçonne également la Ligue de Matteo Salvini en Italie. Mais la guerre en Ukraine leur a toutefois imposé une certaine prise de distance.

Autre désaccord: la stratégie. Si certains visent une «normalisation», d'autres n'hésitent pas à flirter avec des partis néonazis, à l'image de l'AFD, qui n'a cessé de se radicaliser, bien loin de la stratégie «costume-cravate» de Matteo Salvini ou Marine Le Pen. Les services de renseignement intérieurs allemands ont d'ailleurs annoncé le 8 décembre une surveillance renforcée de l'AFD en Saxe, classant la formation d'«extrême droite confirmée». «Et les positions racistes ou homophobes du SPD (thème ou de certains partis des pays baltes continuent d'enfermer, au moins au niveau européen, Marine Le Pen ou Geert Wilders, dans un groupe extrêmement radical.»

Un autre élément vient percuter les stratégies de dédiabolisation: ces liaisons dangereuses que certains membres des partis entretiennent avec des groupuscules néonazis ou néofascistes. «Des liens individuels et interpersonnels persistent», rappelle Jean-Yves Camus. Nous parlons de participation à des réunions communes ou de la présence de certains extrémistes au sein du service d'ordre des partis d'extrême droite. Si en France, le RN interdit la double appartenance et a pris le large avec les groupuscules, elle existe dans certains pays: l'aile radicale de l'AFD, Der Flügel, a été mise sous surveillance par les renseignements.

Malgré les efforts du RN, ces mauvaises fréquentations ont été l'une des lignes de fracture entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni. Cette dernière, dont le parti Fratelli d'Italia devrait prendre la tête du groupe CRE, a réussi – bien plus que sa rivale – à se rendre fréquentable en Italie et en Europe et refuse aujourd'hui de prendre le risque de se «redébioliser» à son contact.

A la gauche d'ID au Parlement, le groupe CRE fait donc figure d'une

extrême droite «modérée», selon Andreu Torner, chercheur espagnol de l'Université Ramon Llull de Barcelone. «Le parti polonais PiS, Fratelli d'Italia ou même Vox se sont par exemple positionnés en faveur de l'aide à l'Ukraine et de l'alliance atlantique, détaillé-t-il. Leur position sur l'Europe est plus pragmatique pour une raison assez simple: le groupe rassemble des partis qui sont ou ont été au pouvoir récemment, ce qui les a empêchés d'afficher une position trop eurosceptique.»

Malgré tout, les partis réunis au sein du CRE restent alignés sur les questions d'immigration et sécuritaires, qui restent le fer de lance des programmes de l'extrême droite dans les pays du Vieux-Continent. Une même recette avec quelques spécificités locales. En Espagne, par exemple, Vox se bat contre le mouvement indépendantiste catalan. Et au Portugal, Chega a fait de la «corruption des élites» son principal combat.

Car malgré quelques désaccords programmatiques, le RN se doit d'aller à la pêche aux extrémistes. «Les règles pour la formation d'un groupe au Parlement européen sont assez strictes, détaille Jean-Yves Camus. Il faut un nombre minimum d'élus venant d'au moins un tiers des pays membres. Et tout vous pousse à former un groupe: les non-inscrits [46 sièges actuellement, ndr], n'ont que très peu de temps de parole, de collaborateurs, de bureaux, de budget, de vie en somme au sein du Parlement.» Une volonté de consensus et de regroupement qui tiendrait donc plus au fonctionnement européen qu'à une réelle idée d'alliance des extrémistes.

C'était pourtant le rêve du controversé Steve Bannon. L'ex-stratège de Donald Trump a créé en 2017, à Bruxelles, «The Movement», une organisation politique censée fédérer les partis populistes en Europe en vue des élections européennes de 2019. Mais il n'a pas obtenu le succès espéré. Autre projet qui a fait un flop: son «académie» pour «former des dirigeants d'extrême droite» et «défendre l'occident judéo-chrétien» dans le cadre d'un projet en juin 2019, pour non-respect des obligations contractuelles. Steve Bannon

4 Ce qui les sépare

L'extrême droite européenne est loin d'être un bloc uniforme. Certains désaccords fondamentaux demeurent. Première divergence? L'économie. Selon les partis, la politique est libérale ou interventionniste suivant ainsi des enjeux électoraux au niveau national. «Mais même les plus libéraux ont eu tendance à se déporter vers la gauche économiquement et à proposer une politique plus sociale ces derniers temps», détaille Gilles Ivaldi. Des propositions qui interviennent principalement à cause du contexte inflationniste. «

Autre désaccord: la stratégie. Si certains visent une «normalisation», d'autres n'hésitent pas à flirter avec des partis néonazis, à l'image de l'AFD, qui n'a cessé de se radicaliser, bien loin de la stratégie «costume-cravate» de Matteo Salvini ou Marine Le Pen. Les services de renseignement intérieurs allemands ont d'ailleurs annoncé le 8 décembre une surveillance renforcée de l'AFD en Saxe, classant la formation d'«extrême droite confirmée». «Et les positions racistes ou homophobes du SPD (thème ou de certains partis des pays baltes continuent d'enfermer, au moins au niveau européen, Marine Le Pen ou Geert Wilders, dans un groupe extrêmement radical.»

Un autre élément vient percuter les stratégies de dédiabolisation: ces liaisons dangereuses que certains membres des partis entretiennent avec des groupuscules néonazis ou néofascistes. «Des liens individuels et interpersonnels persistent», rappelle Jean-Yves Camus. Nous parlons de participation à des réunions communes ou de la présence de certains extrémistes au sein du service d'ordre des partis d'extrême droite. Si en France, le RN interdit la double appartenance et a pris le large avec les groupuscules, elle existe dans certains pays: l'aile radicale de l'AFD, Der Flügel, a été mise sous surveillance par les renseignements.

Malgré les efforts du RN, ces mauvaises fréquentations ont été l'une des lignes de fracture entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni. Cette dernière, dont le parti Fratelli d'Italia devrait prendre la tête du groupe CRE, a réussi – bien plus que sa rivale – à se rendre fréquentable en Italie et en Europe et refuse aujourd'hui de prendre le risque de se «redébioliser» à son contact.

5 Une galaxie aux ordres de Marine Le Pen

A six mois des élections européennes (6-9 juin 2024), les yeux sont rivés sur le RN de Marine Le Pen, qui devrait devenir le chef de file incontesté du groupe ID. L'objectif est simple: grossir les rangs du groupe afin de rivaliser avec le CRE de Giorgia Meloni qui pourrait, elle, se rapprocher du PPE. «Le cordon sanitaire» qui visait à exclure l'extrême droite de toute majorité politique n'est plus. «Il existe encore quelques exceptions comme Donald Tusk ou le CDU de Von der Leyen qui refusent ce type de coalition, tempère Andreu Torner. Mais la droite tend quand même à légitimer le discours de l'extrême droite dans le but de s'allier avec cette dernière.»

Les meetings communs ou les autocongratulations entre les leaders de l'extrême droite n'étonnent donc plus personne, tout comme le fait de voir, à Florence, la tête de liste RN pour les élections européennes Jordan Bardella monter à la tribune aux côtés d'alliés ouvertement homophobes, racistes, comploteurs ou climatocéptiques. «Mais nous ne sommes pas des clones», répète Marine Le Pen, lors de chaque meeting, soucieuse de sa «dédiabolisation» en marche.

Car malgré quelques désaccords programmatiques, le RN se doit d'aller à la pêche aux extrémistes. «Les règles pour la formation d'un groupe au Parlement européen sont assez strictes, détaille Jean-Yves Camus. Il faut un nombre minimum d'élus venant d'au moins un tiers des pays membres. Et tout vous pousse à former un groupe: les non-inscrits [46 sièges actuellement, ndr], n'ont que très peu de temps de parole, de collaborateurs, de bureaux, de budget, de vie en somme au sein du Parlement.» Une volonté de consensus et de regroupement qui tiendrait donc plus au fonctionnement européen qu'à une réelle idée d'alliance des extrémistes.

6 Une menace pour le Parlement européen

Bruxelles et Strasbourg tremblent. Et si les eurosceptiques venaient à menacer les forces proeuropéennes du Parlement européen? Le risque que l'UE devienne «ingouvernable» relève à ce stade encore du fantasme. Mais selon le baromètre électoral de Politico en date du 13 décembre, l'extrême droite réunie au sein d'ID remporterait 85 sièges (contre 64 aujourd'hui) et prendrait ainsi le dessus sur les Conservateurs et réformistes euro-

peens (CRE), crédités de 79 sièges (64 actuellement). En résumé: 23% des sièges iraient aux deux groupes de la droite radicale du Parlement européen, au détriment notamment de Renew Europe et des Verts. A noter que des partis comme le Fidesz hongrois de Viktor Orban ne siègent dans aucun des deux groupes, mais avec les non-inscrits. Pour Eric Maurio, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, «cette montée en puissance se constate au Parlement européen depuis plusieurs élections et celles de 2024 risquent de laisser celui-ci sans majorité solide politiquement, avec une extrême droite capable de perturber les équilibres sur chaque texte.»

«Lorsque l'on regarde les États membres qui ont le plus de députés au Parlement, tous risquent d'envoyer un fort contingent nationaliste et d'extrême droite. Le problème de ces partis est qu'ils n'arrivent pas à s'organiser pour constituer un groupe puissant», analyse-t-il.

Les partis d'extrême droite sont très divisés au Parlement européen, confirme Jérôme Jamin. «Certains sont des catholiques conservateurs homophobes (Pologne et Hongrie), d'autres ont réussi à opérer un changement d'image vers la dédiabolisation (Italie et France), avec pour conséquence qu'ils n'attirent plus les électeurs radicaux, racistes ou antisystème. D'autres enfin sont très particuliers comme Geert Wilders, qui prétend défendre les homosexuels, l'égalité homme-femme et les juifs contre les musulmans jugés intégristes voire terroristes. Des positions qui ne plaisent pas à tout le monde.»

7 En Suisse, la drôle de danse de l'UDC

Mouvement populiste patriotique, conservateur et nationaliste, avec une rhétorique parfois proche de l'extrême droite? Alors que des experts s'échangent sur la qualification du positionnement de l'UDC Suisse, les liens troubles

L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR DANS LES ÉTATS DE L'UNION EUROPÉENNE



Carte: Le Temps | Source: SWP/Politico

«Certaines choses coïncident, comme le statut du Tyrol entre nationalistes italiens et autrichiens»

JEAN-YVES CAMUS, POLITOLOGUE

«Si tous ces partis sont en contact quotidien à Bruxelles et travaillent ensemble, ils n'en restent pas moins des partis nationalistes», ajoute Jean-Yves Camus. Certaines choses coïncident, comme le statut du Tyrol entre nationalistes italiens et autrichiens. «Alors, pour gommer les divergences au sein de ses rangs, ID met l'accent sur l'ethno-régionalisme: faire monter l'idée d'une «civilisation européenne» défendue par «une vague patriotique.»

6 Une menace pour le Parlement européen

Bruxelles et Strasbourg tremblent. Et si les eurosceptiques venaient à menacer les forces proeuropéennes du Parlement européen? Le risque que l'UE devienne «ingouvernable» relève à ce stade encore du fantasme. Mais selon le baromètre électoral de Politico en date du 13 décembre, l'extrême droite réunie au sein d'ID remporterait 85 sièges (contre 64 aujourd'hui) et prendrait ainsi le dessus sur les Conservateurs et réformistes euro-

peens (CRE), crédités de 79 sièges (64 actuellement). En résumé: 23% des sièges iraient aux deux groupes de la droite radicale du Parlement européen, au détriment notamment de Renew Europe et des Verts. A noter que des partis comme le Fidesz hongrois de Viktor Orban ne siègent dans aucun des deux groupes, mais avec les non-inscrits. Pour Eric Maurio, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, «cette montée en puissance se constate au Parlement européen depuis plusieurs élections et celles de 2024 risquent de laisser celui-ci sans majorité solide politiquement, avec une extrême droite capable de perturber les équilibres sur chaque texte.»

«Lorsque l'on regarde les États membres qui ont le plus de députés au Parlement, tous risquent d'envoyer un fort contingent nationaliste et d'extrême droite. Le problème de ces partis est qu'ils n'arrivent pas à s'organiser pour constituer un groupe puissant», analyse-t-il.

Les partis d'extrême droite sont très divisés au Parlement européen, confirme Jérôme Jamin. «Certains sont des catholiques conservateurs homophobes (Pologne et Hongrie), d'autres ont réussi à opérer un changement d'image vers la dédiabolisation (Italie et France), avec pour conséquence qu'ils n'attirent plus les électeurs radicaux, racistes ou antisystème. D'autres enfin sont très particuliers comme Geert Wilders, qui prétend défendre les homosexuels, l'égalité homme-femme et les juifs contre les musulmans jugés intégristes voire terroristes. Des positions qui ne plaisent pas à tout le monde.»

7 En Suisse, la drôle de danse de l'UDC

Mouvement populiste patriotique, conservateur et nationaliste, avec une rhétorique parfois proche de l'extrême droite? Alors que des experts s'échangent sur la qualification du positionnement de l'UDC Suisse, les liens troubles

entre le parti et des éléments d'ultra-droite reviennent régulièrement sur le tapis. La proximité de membres de l'UDC avec le groupuscule d'extrême droite Junge Tat, dans le viseur du Service de renseignement de la Confédération mais aussi d'Europol, a récemment fait polémique. Et le président de l'UDC Marco Chiesa s'est muré dans le silence. En novembre dernier, un membre des Jeunes UDC du canton de Thurgovie a fini par être exclu du groupe et le président de l'UDC Winterthour a été poussé à la démission après avoir embauché des membres de Junge Tat pour sa campagne. En 2005, c'est l'Argovien Pascal Trost qui s'était fait éjecter pour sa fréquentation du PNOs (Parti National Orientierter Schweizer). D'autres sections de l'UDC ont par le passé expulsé des sympathisants néonazis. A Genève, il y a eu le cas Pascal Junod, contraint à la démission en 1999.

Pour l'UDC, qui réfute véhiculer une idéologie d'extrême droite, se débarrasser d'éléments problématiques qui cherchent à l'infiltrer devrait être une priorité. Mais elle ne le fait pas toujours. Or alors sous pression. Pour l'historien Damir Skenderovic, de l'Université de Fribourg, «l'UDC devrait condamner plus clairement l'extrême droite et réfléchir à ses liens avec le mouvement ces trente dernières années». Quid des liens avec la droite dure européenne? Des partis nationalistes félicitent l'UDC à chacune de ses victoires et s'en s'inspirent – l'affiche des moutons noirs a beaucoup été copiée, par le Front national et l'AFD notamment. Ce qui fait dire à Damir Skenderovic que «l'UDC est un produit d'exportation pour la droite populiste européenne.»

«Mais, dans le sens inverse, des UDC se rendent à des meetings de certains partis populistes européens, Ulrich Schliker tissait par exemple des liens avec le FPÖ autrichien et Oskar Freysinger a soigné ses contacts avec des figures comme Geert Wilders ou Eric Zemmour.»

L'UDC préfère parler de «cas isolés».

«Elle tient un discours de Sonderfall, en refusant d'être comparée avec ces partis, qui eux ont tout intérêt à s'unir pour augmenter leur pouvoir au Parlement européen. Mais en même temps, des représentants de la droite populiste mondiale sont régulièrement invités en Suisse: Steve Bannon en 2018, Viktor Orban il y a quelques semaines pour l'anniversaire de la Weltwoche de Roger Köppel, ou la cheffe de l'AD Alice Weibel, qui était à l'Albisgütli en janvier.» L'UDC tient un double discours.

Pour Gilles Ivaldi, «l'UDC est un parti démocratique membre du gouvernement, qui a repris à son compte les thèmes de la droite radicale sur l'immigration, l'autorité et l'UE». Il ajoute: «C'est aussi un parti très eurosceptique. Il entre pleinement dans cette famille de droite radicale: ce n'est pas l'extrême droite au sens de l'ultra-droite, mais la droite radicale comme sous-famille de l'extrême droite.»

SUR LE WEB

Pourquoi l'UDC n'est pas un parti d'extrême droite
Retrouvez l'éditorial que notre rédactrice en chef, Madeleine von Holzen, consacrait à l'UDC quelques jours après les élections fédérales sur: www.letemps.ch

Pour l'UDC, qui réfute véhiculer une idéologie d'extrême droite, se débarrasser d'éléments problématiques qui cherchent à l'infiltrer devrait être une priorité. Mais elle ne le fait pas toujours. Or alors sous pression. Pour l'historien Damir Skenderovic, de l'Université de Fribourg, «l'UDC devrait condamner plus clairement l'extrême droite et réfléchir à ses liens avec le mouvement ces trente dernières années». Quid des liens avec la droite dure européenne? Des partis nationalistes félicitent l'UDC à chacune de ses victoires et s'en s'inspirent – l'affiche des moutons noirs a beaucoup été copiée, par le Front national et l'AFD notamment. Ce qui fait dire à Damir Skenderovic que «l'UDC est un produit d'exportation pour la droite populiste européenne.»

«Mais, dans le sens inverse, des UDC se rendent à des meetings de certains partis populistes européens, Ulrich Schliker tissait par exemple des liens avec le FPÖ autrichien et Oskar Freysinger a soigné ses contacts avec des figures comme Geert Wilders ou Eric Zemmour.»

L'UDC préfère parler de «cas isolés». «Elle tient un discours de Sonderfall, en refusant d'être comparée avec ces partis, qui eux ont tout intérêt à s'unir pour augmenter leur pouvoir au Parlement européen. Mais en même temps, des représentants de la droite populiste mondiale sont régulièrement invités en Suisse: Steve Bannon en 2018, Viktor Orban il y a quelques semaines pour l'anniversaire de la Weltwoche de Roger Köppel, ou la cheffe de l'AD Alice Weibel, qui était à l'Albisgütli en janvier.» L'UDC tient un double discours.

Pour Gilles Ivaldi, «l'UDC est un parti démocratique membre du gouvernement, qui a repris à son compte les thèmes de la droite radicale sur l'immigration, l'autorité et l'UE». Il ajoute: «C'est aussi un parti très eurosceptique. Il entre pleinement dans cette famille de droite radicale: ce n'est pas l'extrême droite au sens de l'ultra-droite, mais la droite radicale comme sous-famille de l'extrême droite.»

En Suisse, la drôle de danse de l'UDC

Mouvement populiste patriotique, conservateur et nationaliste, avec une rhétorique parfois proche de l'extrême droite? Alors que des experts s'échangent sur la qualification du positionnement de l'UDC Suisse, les liens troubles

entre le parti et des éléments d'ultra-droite reviennent régulièrement sur le tapis. La proximité de membres de l'UDC avec le groupuscule d'extrême droite Junge Tat, dans le viseur du Service de renseignement de la Confédération mais aussi d'Europol, a récemment fait polémique. Et le président de l'UDC Marco Chiesa s'est muré dans le silence. En novembre dernier, un membre des Jeunes UDC du canton de Thurgovie a fini par être exclu du groupe et le président de l'UDC Winterthour a été poussé à la démission après avoir embauché des membres de Junge Tat pour sa campagne. En 2005, c'est l'Argovien Pascal Trost qui s'était fait éjecter pour sa fréquentation du PNOs (Parti National Orientierter Schweizer). D'autres sections de l'UDC ont par le passé expulsé des sympathisants néonazis. A Genève, il y a eu le cas Pascal Junod, contraint à la démission en 1999.

L'UDC préfère parler de «cas isolés».

«Elle tient un discours de Sonderfall, en refusant d'être comparée avec ces partis, qui eux ont tout intérêt à s'unir pour augmenter leur pouvoir au Parlement européen. Mais en même temps, des représentants de la droite populiste mondiale sont régulièrement invités en Suisse: Steve Bannon en 2018, Viktor Orban il y a quelques semaines pour l'anniversaire de la Weltwoche de Roger Köppel, ou la cheffe de l'AD Alice Weibel, qui était à l'Albisgütli en janvier.» L'UDC tient un double discours.

Pour Gilles Ivaldi, «l'UDC est un parti démocratique membre du gouvernement, qui a repris à son compte les thèmes de la droite radicale sur l'immigration, l'autorité et l'UE». Il ajoute: «C'est aussi un parti très eurosceptique. Il entre pleinement dans cette famille de droite radicale: ce n'est pas l'extrême droite au sens de l'ultra-droite, mais la droite radicale comme sous-famille de l'extrême droite.»